Les intérêts des deux principaux États d'Asie du Sud sont très présents sur la scène iranienne : en tant que voisinage élargi dans la vision stratégique de l'Inde et voisin immédiat du Pakistan.

Ana Ballesteros, maîtresse de conférences au département des Relations internationales et histoire mondiale de l'Université Complutense de Madrid.

INDE, PAKISTAN ET IRAN : VOISINS D'UNE MÊME RÉGION

Dans la plupart des analyses, l'Iran est généralement placé au Moyen-Orient ou au Proche-Orient, un concept géopolitique qui associe ce pays à ceux de son entourage dans le monde arabe, ainsi qu'à la Turquie et à Israël. Le terme privilégié dans cet article est celui d'Asie occidentale, dans le cadre duquel il est plus aisé d'inclure d'autres pays limitrophes, tels que l'Afghanistan, le Pakistan et l'Inde, qui sont parfois considérés comme étrangers aux dynamiques régionales du golfe Persique.

La discipline des études régionales n'a pas toujours pris en compte la manière dont les pays limitrophes interagissent entre les divisions géographiques. Prenons l'exemple du « Moyen-Orient » en tant que concept construit par le Nord en fonction de sa vision stratégique et de ses intérêts. Ce « Moyen » était ce qui séparait le Royaume-Uni de l'Inde et, selon les époques, le concept lui-même incluait ou excluait des pays en fonction des intérêts des grandes puissances.

Ainsi, le Moyen-Orient tel qu'Alfred Thayer le définissait était considéré comme une réalité objective plutôt que comme une construction géopolitique. La vision du président des États-Unis Dwight D. Eisenhower incluait dans la région des pays comme la Libye, le Soudan ou l'Éthiopie, tandis qu'après les attentats du 11 septembre, l'administration de George W. Bush a lancé le terme controversé de « Grand Moyen-Orient », qui regroupait, outre le monde arabe, l'Iran, la Turquie, les républiques d'Asie centrale, l'Afghanistan et le Pakistan. En d'autres termes, la définition des régions a inclus ou exclu des pays en fonction des visions économiques et sécuritaires des puissances mondiales.

Ainsi, l'Asie occidentale a généralement été étudiée comme une entité distincte de l'Asie du Sud. Cependant, pendant des siècles, les frontières de l'Iran actuel avec l'Inde, le Pakistan et l'Afghanistan n'ont pas existé. Les dynamiques historiques et culturelles entre ces pays n'ont pas disparu avec les indépendances ni avec les frontières artificielles tracées par les colonisateurs.

L'Asie occidentale abrite une partie du monde arabe ainsi que d'autres pays situés le long de la rive orientale de la Méditerranée, où s'étend une partie du monde musulman, que l'on a tendance à identifier presque comme arabe. Les identités transnationales constituent l'une des caractéristiques qui définissent les dynamiques régionales. Mais, aux fins du présent texte, il faut tenir compte du fait que l'Asie du Sud partage certaines de ces dynamiques. C'est la seule façon de comprendre comment, en février 2026, l'assassinat de l'ayatollah Khamenei, guide suprême iranien, a déclenché une vague de manifestations au Pakistan et en Inde.

De Karachi à New Delhi, en passant par le Cachemire ou Hyderabad, les manifestations ont rassemblé des foules immenses et ont parfois pris une tournure violente. On parle peu de la deuxième communauté chiite au monde après celle d'Iran celle du Pakistan, où l'on estime qu'il y a entre 30 et 40 millions de chiites. Cette population dépasse celle de l'Irak, et il est même probable qu'en Inde, pays qui abrite la troisième population musulmane au monde (après l'Indonésie et le Pakistan lui-même), il y ait entre 25 et 50 millions de chiites.

De même, l'importance accordée aux frontières terrestres sous-estime celle des frontières maritimes. Si



Manifestation anti-américaine et anti-israélienne à la suite de l'assassinat de Khamenei. New Delhi, le 1er mars 2026./AMARJEET KUMAR SINGH/ANADOLU VIA GETTY IMAGES

l'on considère le concept de l'Indo-Pacifique, ce sont les étendues océaniques qui constituent l'élément central. Par conséquent, les dynamiques d'interaction actuelles entre l'Iran, le Pakistan et l'Inde ne se résument pas à de simples lignes sur une carte séparant des masses continentales, mais constituent des frontières maritimes autour de l'océan Indien occidental, où se joue également la grande rivalité mondiale entre les États-Unis et la Chine. Cet océan est donc un élément clé autour duquel analyser les relations entre ces trois pays.

UN VOISINAGE, UNE RÉGION ?

Les événements autour du détroit d'Ormuz touchent très directement l'Inde et le Pakistan, car il s'agit d'un voisinage élargi dans la vision stratégique indienne et d'un voisinage immédiat pour les Pakistanais. L'Asie du Sud n'est pas étrangère à la guerre, tant pour des raisons économiques (85 % et 70 % des ressources énergétiques de l'Inde et du Pakistan, respectivement, transitent par ce détroit) que pour leurs propres perceptions de la sécurité, ancrées dans leur rivalité.

L'Inde, grâce à ses propres mérites, s'est imposée comme la puissance régionale en Asie du Sud. Elle rayonne bien au-delà de sa région et, dans de nombreux domaines, à l'échelle mondiale. C'est le pays le plus peuplé de la planète ; d'ici la fin de cette décennie, elle est appelée à devenir la troisième économie mondiale et, dans le contexte de l'ascension imparable de l'Asie au XXIe siècle, sa taille et sa situation géographique lui confèrent un énorme avantage géostratégique. Son ouverture économique et son rapprochement avec les États-Unis ont favorisé une ascension qui a facilité la signature de partenariats stratégiques avec un nombre croissant de puissances moyennes, parmi lesquelles figurent l'Union européenne (UE), le Royaume-Uni, l'Australie et le Canada, mais aussi les Émirats arabes unis (EAU), l'Arabie saoudite, l'Iran ou l'Égypte.

L'Inde a adopté une politique étrangère multi-alignée ou multilatérale, fondée sur la non-ingérence et les intérêts économiques, dont l'objectif principal est le développement du pays. Ainsi, récemment, grâce à son potentiel, à son alignement sur les États-Unis et à cette vision extérieure, l'Inde a su se rapprocher des anciens alliés du Pakistan dans le Golfe et, ce faisant, tenter en quelque sorte de l'isoler ou de le reléguer à un second plan.

Parallèlement, cette ascension économique et politique de l'Inde a coïncidé avec le déclin du Pakistan. Non seulement en raison de l'instabilité politique, mais aussi de la crise endémique de la dette et de son positionnement très idéologique (avec un rôle central de l'islam en tant qu'instrument de politique étrangère). Le révisionnisme pakistanais ne cadrait pas bien avec le virage pris par les pays arabes du Golfe vers une vision plus stratégique et pragmatique de la diversification économique, dans laquelle la religion était reléguée au second plan dans leurs projets de modernisation. C'est dans ce contexte, et avec la rivalité iranienne comme facteur, que les EAU et Bahreïn ont signé les Accords d'Abraham.

De même, le Pakistan avait perdu une grande partie de son importance stratégique pour les États-Unis après le retrait de leurs troupes du sol afghan à l'été 2021. Les attentats du 11 septembre, la découverte de Ben Laden sur le sol pakistanais ou le double jeu consistant à soutenir à la fois les États-Unis pendant la mission en Afghanistan et les talibans ont marqué un point bas dans les relations bilatérales entre ces deux pays.

Le Pakistan pensait avoir retrouvé sa profondeur stratégique en Afghanistan avec le retour au pouvoir des talibans en août 2021, après 20 ans marqués par une République islamique d'Afghanistan et un Iran plus proches

Tout comme le facteur Inde pèse dans les calculs stratégiques du Pakistan, le facteur Chine est déterminant pour l'Inde, qui craint de se retrouver prise en tenaille par Pékin et Islamabad

de l'Inde. Cependant, non seulement les talibans ont refusé de tenir compte des intérêts stratégiques du Pakistan, mais ils ont également perpétué une longue tradition afghane de rejet de la frontière commune, remettant en cause sa légitimité. L'Afghanistan d'aujourd'hui se tourne désespérément vers d'autres pays pour trouver des alliés, compte tenu de son manque de reconnaissance internationale. New Delhi y a vu une opportunité et est désormais plus proche de Kaboul que d'Islamabad.

Le Pakistan se retrouve ainsi confronté à plusieurs défis : l'instabilité politique déjà mentionnée, avec un gouvernement hybride où la représentation civile est faible ; l'armée reste le véritable pouvoir ; une rivalité permanente sur son flanc oriental (l'Inde), avec un différend territorial en suspens (le Cachemire) et peu de soutien international ; deux voisins occidentaux à la fois amis et ennemis ; et une économie fragile, avec une dette publique représentant 70 % du PIB. Cependant, deux conflits – le conflit armé avec l'Inde de mai 2026 et la crise d'Ormuz –, ont une nouvelle fois démontré l'importance de cette puissance moyenne à cheval entre deux régions.

L'IRAN ET LE PAKISTAN : INÉVITABLEMENT LIÉS PAR LA GÉOGRAPHIE

Après plusieurs années de quasi-isolement, le Pakistan ne bénéficiait plus que du soutien de la Chine à travers le développement du Corridor économique Chine-Pakistan (CECP), projet phare de l'Initiative « La Ceinture et la Route ». L'Iran et le Pakistan partagent une frontière de plus de 900 km qui sépare leurs provinces baloutches respectives : le Baloutchistan du côté pakistanais et le Sistan-Baloutchistan du côté iranien. Par le passé, les deux pays se sont alignés sur les États-Unis pendant la Guerre froide par le biais de l'Organisation du Traité central et de l'Organisation de Coopération régionale pour le développement.

Or, la révolution iranienne de 1979 a bouleversé cet équilibre. Le Pakistan, très proche de Washington et de Riyad, s'est retrouvé confronté à deux fronts simultanément conflictuels : un Afghanistan envahi par les Soviétiques et un Iran dont le chiisme révolutionnaire remettait en cause le programme islamiste de nature sunnite que le général Zia Ul Haq était en train d'imposer. Les tensions sectaires qui en ont résulté au cours des années 1980 et 1990 ont constitué une grave menace pour la sécurité intérieure.

Depuis que le Pakistan a perdu, en 1971, la moitié orientale de son territoire (le Bangladesh) lors d'une guerre où l'intervention militaire de l'Inde a joué un rôle déterminant, toute menace provenant des frontières est perçue comme un danger existentiel. Ainsi, les identités transnationales et infranationales constituent des menaces, tout comme les nationalismes pachtounes et baloutches. De même, la diversité religieuse au sein de l'islam pakistanais provoque aussi des divisions au sein de la population.

En ce qui concerne les groupes baloutches, l'*establishment* pakistanais soutient qu'ils sont instrumentalisés par l'Inde afin de compromettre la viabilité du CECP et de nuire à l'État. Face à la proximité de New Delhi avec Téhéran et Kaboul, Islamabad croit percevoir un complot à son encontre. En janvier 2024, l'Iran et le Pakistan se sont livrés à un conflit autour du groupe djihadiste baloutche Jaïch al-Adl, au cours duquel les deux pays ont bombardé de présumés camps d'entraînement de part et d'autre de la frontière.

En revanche, pour l'Iran, c'est le Pakistan, aligné sur l'Arabie saoudite et les États-Unis, qui l'attaque en infiltrant des groupes insurgés depuis son territoire. Par exemple, Téhéran attribue à Joundallah l'attentat suicide perpétré en juillet 2010 dans la principale mosquée de Zahedan (Sistan-Baloutchistan), au cours duquel des membres du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) ont trouvé la mort, ainsi que d'autres attaques, telles que celle de l'État islamique en 2017 contre le Parlement de Téhéran et le mausolée de l'ayatollah Khomeini, l'attentat suicide de 2019 contre un convoi du CGRI et l'attaque à Kerman lors de la cérémonie d'hommage au général Ghassem Soleimani en janvier 2024.

Le facteur afghan est également déterminant dans les relations avec l'Iran, qui reflètent à leur tour la rivalité entre le Pakistan et l'Inde. La nécessité d'acquérir une profondeur stratégique en Afghanistan a conduit le Pakistan à soutenir l'islamisme afghan dès les années 1960. Le Baloutchistan est la province la moins peuplée, mais la plus vaste de ce pays, dotée des plus grandes ressources énergétiques et minérales, à travers laquelle le Pakistan estime que l'Inde opère de connivence avec le gouvernement de Kaboul.

L'IRAN ET L'INDE : UNE RELATION MARQUÉE PAR LES AFFINITÉS ET LA TRANSACTIONNALITÉ

Les relations de l'Inde avec le Pakistan et l'Afghanistan s'inscrivent dans le cadre de la politique du voisinage immédiat (*Neighbourhood First Policy*), tandis que l'Iran et les pays du golfe Persique constituent le voisinage élargi (*Extended Neighbourhood*). Dans sa politique à l'égard de l'Asie occidentale, l'Inde doit faire preuve d'une certaine neutralité et d'un pragmatisme ancrés dans sa doctrine d'autonomie stratégique, qui vise à ne pas s'immiscer dans les conflits et les dynamiques régionales.

De même, tout comme le facteur « Inde » pèse lourdement dans les calculs stratégiques du Pakistan, le facteur « Chine » est déterminant pour l'Inde, qui craint de se retrouver prise en tenaille par Pékin et Islamabad. La présence de ce pays dans son voisinage immédiat l'amène à rechercher des partenaires dans son voisinage élargi. C'est là un élément clé de son rapprochement

avec les États-Unis, qui coïncide avec le virage des États-Unis vers l'Asie, dans le cadre duquel l'Inde a été perçue comme un contrepoids à la Chine sur le continent.

Le sentiment d'un manque d'engagement de Washington envers ses partenaires du Golfe s'est accru à la suite d'événements tels que l'absence d'intervention en Syrie en 2013 ou l'inaction après les attaques des Houthis contre les installations d'Aramco à Abqaïq et Khurais. Les appels de Donald Trump les invitant à assumer davantage la responsabilité de leur propre sécurité les ont amenés à regarder au-delà de leur région pour chercher des alternatives. La Chine et l'Inde sont respectivement le deuxième et le troisième plus grand consommateur d'hydrocarbures de la planète, avec entre 45 % et plus de 60 % de leurs approvisionnements provenant du Golfe.

L'importance de New Delhi pour les marchés de cette région et son poids économique sont considérables, non seulement en matière d'énergie, mais aussi pour la diversification économique. Les relations de l'Inde avec l'Arabie saoudite et les EAU s'inscrivent dans ce qu'on appelle une vision pragmatique, dénuée d'idéologies et d'ingérences normatives dans les affaires intérieures. Dans le Golfe, l'Inde trouve des partenaires avec lesquels diversifier ses marchés et proposer des alternatives pour garantir la sécurité des voies de communication maritimes (SLOC, selon l'acronyme anglais) par lesquelles transitent son énergie et ses échanges commerciaux.

En ce qui concerne l'Iran, la politique d'autonomie stratégique de l'Inde a été conditionnée par le poids des sanctions imposées par les États-Unis. Une grande partie de la motivation derrière le rapprochement des États-Unis vis-à-vis de New Delhi était liée à l'Iran et aux relations étroites entre l'Inde et ce pays. D'ailleurs, l'accord nucléaire de 2008 avait pour objectif, entre autres, de provoquer cet éloignement.

La signature du Plan d'action global commun (JCPOA) a incité l'Inde à intensifier ses achats d'hydrocarbures au cours de la première année suivant la levée des sanctions. Le gouvernement de New Delhi a investi dans la construction du terminal Shahid Beheshti du port de Chabahar, ainsi que dans une ligne ferroviaire reliant Zahedan à Hajigak (Afghanistan), voie par laquelle il entendait accéder à l'Asie centrale. De plus, les deux pays partagent des instances telles que l'Organisation de coopération de Shanghaï ou les BRICS+. Pour l'Inde, il reste important de maintenir de bonnes relations avec l'Iran, notamment du fait de l'accès à l'Asie centrale et de la nécessité d'encercler le Pakistan.

C'est toutefois avec les EAU et Israël que l'Inde entretient les meilleures relations, un camp avec lequel on perçoit clairement un alignement accru de l'Inde dans le conflit actuel. En raison des sanctions, la quantité de gaz ou de pétrole que l'Inde achetait à l'Iran était réduite (elle a cessé de s'approvisionner en énergie auprès de ce pays en 2009) par rapport à celles provenant d'Irak ou d'Arabie saoudite. De même, l'Inde accorde une importance centrale à la présence de la diaspora dans ces pays : les plus de 3,5 millions de personnes aux EAU et les 2,5 millions en Arabie saoudite pèsent donc lourd dans ses calculs. L'Inde est le pays qui reçoit le plus de transferts de fonds au monde, dont 38 % proviennent des travailleurs des pays arabes du Golfe, le 3,5 % de son PIB.

Les relations de l'Inde avec l'Arabie saoudite et les EAU s'inscrivent dans une vision pragmatique, dénuée d'idéologies et d'ingérences normatives dans les affaires intérieures

CONCLUSION : DES RIVALITÉS SOLIDES ET DES AMITIÉS LIQUIDES

Ce conflit a mis en évidence, plus que jamais, l'importance de la sécurité économique et des SLOC aux *choke points*. Le détroit d'Ormuz nous rappelle le lien entre le golfe Persique et l'océan Indien, ainsi que l'interconnexion entre les régions d'Asie occidentale et d'Asie du Sud.

Le Pakistan, grâce à son rôle de médiateur dans les négociations entre les États-Unis et l'Iran, a acquis une certaine notoriété en tant que pays responsable, une caractéristique à laquelle on ne l'associe généralement pas. Les éloges que ses dirigeants ont adressés à Trump après sa médiation dans le conflit du Cachemire en mai 2025, sa disposition à offrir son territoire pour l'exploitation de ressources minérales et de terres rares, ainsi que son ouverture aux investissements de World Liberty Financial, la société de cryptomonnaies des Trump, ont contribué au rapprochement avec Washington.

À ces bons rapports avec l'administration Trump s'ajoute la proximité avec Téhéran et Pékin, ce dernier étant un partenaire clé pour les deux pays. De même, suite à la signature d'un Accord stratégique de défense mutuelle avec l'Arabie saoudite en septembre 2025, les Saoudiens s'assurent de connaître les exigences du régime de Téhéran et les lignes rouges à ne pas franchir. Les relations étroites avec la Turquie, l'Égypte et d'autres partenaires du Golfe ont permis au Pakistan de revenir sur la scène internationale.

Pour l'Inde, c'est un revers. Non seulement en raison de la majoration de 25 % des droits de douane (portant le total à 50 %) imposée par l'administration Trump sur ses achats de pétrole russe, mais aussi parce que, quoi qu'elle n'en dise, elle n'est pas sortie victorieuse de l'affrontement avec le Pakistan autour des attentats de Pahalgam en avril 2025. Le Pakistan ne s'est pas retrouvé isolé et rares sont les pays qui l'ont désigné comme l'auteur de cet attentat.

Malgré son multilatéralisme et sa prétendue non-ingérence dans les conflits régionaux, sa proximité avec Israël et les EAU montre un décalage entre ses discours et ses actes. Si l'objectif final était de changer le régime de Téhéran pour le rendre plus favorable aux gouvernements d'Israël et des États-Unis, l'Inde pourrait gagner en influence à Téhéran, et donc obtenir un accès à l'Asie centrale, ce qui entraînerait l'isolement et une pression accrue sur le Pakistan. Cette perspective motive en grande partie Islamabad à continuer de négocier un accord qui empêcherait un changement défavorable. Les intérêts des deux principaux États d'Asie du Sud sont donc bien présents sur la scène iranienne./